



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 01/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RUGGIERI - ETIENNE LACROIX

1245 chemin de la Saudrune
31470 Sainte-Foy-de-Peyrolières

Références : 2024/0342
Code AIOT : 0006802392

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2024 dans l'établissement RUGGIERI - ETIENNE LACROIX implanté 1245 chemin de la Saudrune 31470 Sainte-Foy-de-Peyrolières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RUGGIERI - ETIENNE LACROIX
- 1245 chemin de la Saudrune 31470 Sainte-Foy-de-Peyrolières
- Code AIOT : 0006802392
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement est exclusivement dédié à l'assemblage et la conception de produits d'artifices de

divertissement et constitue, la plate-forme logistique du groupe Lacroix pour le stockage et l'assemblage final des feux d'artifices.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de Plan d'Opération Interne (POI)	Autre du 16/07/2013, article L.515-41	Sans objet
2	Mise à jour du POI	Autre du 24/09/2020, article R.515-100	Sans objet
3	Formation du personnel sur situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	SGS et gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	Sans objet
5	Contenu POI : responsable alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
6	Contenu POI : liaison avec autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
7	Contenu POI : description des mesures à prendre	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
8	Contenu POI : conduite à tenir sur le site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
9	Contenu POI : information autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
10	Contenu POI : articulation avec SDIS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
11	Contenu POI : formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
12	Contenu POI : moyens d'atténuation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
13	Contenu POI : premiers prélèvements environnement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
14	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
15	État des stocks détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
16	État des stocks synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le POI a été correctement mis en application et l'exercice a montré l'expérience du personnel tant en salle de crise que sur le terrain.

Une mise à jour du POI est attendue au cours de l'année 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de Plan d'Opération Interne (POI)

Référence réglementaire : Autre du 16/07/2013, article L.515-41
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.
Constats : L'exploitant disposait du POI (Référence : EG QSSE A59 Date : 11/04/2023) au poste de crise, lors de l'exercice déclenché par l'inspection. La DREAL dispose de la version du 14/04/2021. Le document définit l'organisation et l'intervention des secours en cas d'accident, en visant à protéger les personnels, les populations et l'environnement immédiat.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Autre du 24/09/2020, article R.515-100
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : L'exploitant précise que la mise à jour du POI est prévue en 2024. L'exploitant a présenté le

compte-rendu du dernier exercice POI du 7/11/2023 et a précisé que le dispositif d'astreinte a été testé hors heures ouvrées en novembre 2020.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra mettre à jour son POI et le transmettre à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Formation du personnel sur situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection la liste des personnes formées pour être DOI et a précisé que la dernière formation de gestion de crise a eu lieu en mars 2023. L'astreinte est réalisée par la responsable d'établissement et, en cas d'indisponibilité, par les autres cadres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : SGS et gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats :

<p>Après avoir rappelé le contexte et les limites de l'exercice (absence de déplacement des secours extérieurs...) celui-ci a été déclenché à 10H22. Le scénario de l'exercice, qui n'était pas connu de l'exploitant, consistait à un incendie dans le bâtiment E02.</p> <p>10H22 : Annonce incendie bâtiment E02, sirène du PPI déclenchée + annonce</p> <p>10H25 : POI déclenché, création du PC de crise, arrivée du DOI (responsable logistique), distribution des rôles</p> <p>10h30 : Équipe d'intervention en préparation, envoi du 4x4 incendie</p> <p>10h31 : Demande d'information sur le feu (direction, vitesse, ...), appel des services de secours extérieurs</p> <p>10h35 : Positionnement d'une équipe de pompiers entre le bâtiment E02 et le quai pour arrosage</p> <p>10h38 : Confirmation personnel évacué au point de rassemblement</p> <p>10h42 : Timbrage du quai annoncé</p> <p>10h43 : Mise en service de la queue de paon en protection du quai</p> <p>10h45 : Confirmation que tous les appels ont été passés par le responsable relations extérieures (pas de réponse de la préfecture)</p> <p>10h47 : Point situation</p> <p>10h49 : Feu maîtrisé - fin de l'exercice</p> <p>Lors de l'exercice, même si la sirène PPI a été déclenchée au lieu de la sirène POI et que la gestion des eaux d'extinction était perfectible, l'inspection a pu constater que globalement l'ensemble des personnels présents en salle de crise ou en intervention sur le terrain maîtrisait les procédures décrites dans le POI.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contenu POI : responsable alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination</p>
<p>Constats :</p> <p>Le schéma de déclenchement de l'alerte est détaillé dans le POI. Il est valable en heures ouvrées et hors heures ouvrées. Des fiches de missions décrivent les actions à mener par les différentes fonctions chargées de gérer l'événement</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contenu POI : liaison avec autorité PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention</p>

Constats : Les conditions de la demande de déclenchement du PPI sont prévues dans la fiche réflexe du DOI qui précise que la décision de demander le déclenchement du PPI sera faite en liaison avec le Commandant des Opérations de Secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contenu POI : description des mesures à prendre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles
Constats : Le POI identifie les événements prévisibles qui pourraient déclencher un accident majeur, liste les différents scénarios d'exercices possibles et l'ensemble des ressources disponibles pour la gestion d'un accident.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contenu POI : conduite à tenir sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte
Constats : Le poste de commandement de l'exploitant est situé dans une zone permettant de gérer l'événement initiateur puis sera évacué vers la mairie en cas de situation plus grave. Lors de l'exercice l'exploitant a déclenché la sirène PPI au lieu de déclencher celle du POI. L'exploitant a précisé que le test de la sirène PPI est réalisé une fois par mois et qu'en cas de besoin le voisinage était prévenu par téléphone et par une application de la mairie. L'alerte du voisinage prévue dans le POI n'a pas été jouée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contenu POI : information autorité PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles
Constats : Il est précisé dans le POI que le DOI doit alerter rapidement les autorités et leur rendre compte régulièrement de la situation. Lors de l'exercice, les principaux services extérieurs ont été prévenus dans les 30 minutes après le début de l'exercice. Le responsable des relations extérieurs n'a pas réussi à joindre la préfecture dans un premier temps (standard). L'exercice arrivant à son terme, il n'a pas été jugé utile d'appeler le numéro d'urgence PPI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Contenu POI : articulation avec SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention
Constats : La demande d'intervention des services d'urgence externes est réalisée par le responsable des relations extérieures sur ordre du DOI qui prévoit leur accueil. Hors heures ouvrées, la responsable d'établissement est alertée et est chargée de constituer le poste de crise exploitant, de diffuser l'alerte et d'appeler les renforts nécessaires. Ces actions ont été abordées dans le cadre de l'exercice sans qu'elles aient été mises en œuvre effectivement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra vérifier la possibilité d'utiliser l'accès sud du site par le SDIS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Contenu POI : formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter

et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes
Constats : Lors de l'exercice, la mise en œuvre des premiers moyens d'intervention, réalisée par l'équipe de pompiers internes, était maîtrisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Contenu POI : moyens d'atténuation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site
Constats : Le POI précise les moyens d'intervention disponibles et l'exercice a permis de montrer la bonne mise en œuvre de ces moyens.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Contenu POI : premiers prélèvements environnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023
Constats : Les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux ne sont pas encore intégrées dans le POI. L'exploitant précise qu'il a prévu de mettre à jour son POI en conséquence en 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra mettre à jour son POI en 2024 notamment afin d'y intégrer les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection l'état du stock du jour et a précisé qu'il était disponible même en cas d'accident sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : État des stocks détaillé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. [...] L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

<p>Constats :</p> <p>L'état des matières stockées présenté par l'exploitant n'amène pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : État des stocks synthétique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. [...] 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
<p>Constats :</p> <p>L'état des matières stockées synthétique présenté par l'exploitant n'amène pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>